

temps à ce projet, dans l'intention de le remâcher jusqu'à ce que d'autres élections se soient tenues, il se peut que l'Office soit empêché de faire progresser d'autres questions beaucoup moins litigieuses, et j'espère que ce n'est pas ce qui se produira. C'est ce que je voulais vous faire comprendre l'autre jour lorsque l'honorable député a soulevé un certain nombre de questions à ce sujet.

A mon avis, il existe une autre raison extrêmement importante qui fera que ce bill désappoindra gravement les gens des provinces atlantiques. Nous nous souvenons tous de ce beau jour de printemps, en 1957, où toute la région de l'Atlantique devait être transformée, non pas par le ministre qui nous présente ce bill aujourd'hui, mais par bon nombre de députés de l'autre côté, et par d'autres qui n'y sont plus. Je pense à la fameuse réunion de Moncton, où l'on a élaboré une charte des provinces atlantiques et promis l'établissement d'un programme fédéral de mise en valeur des ressources des provinces atlantiques, mais on n'a rien fait et on nous dit maintenant qu'on commencera de mettre un plan en œuvre après l'institution de l'Office. Et voici leur deuxième promesse:

La décentralisation de l'industrie en plaçant dans les provinces atlantiques une partie plus équitable des dépenses pour les contrats de défense...

M. McGrath: Promesse qui a été tenue.

L'hon. M. Pickersgill: En réponse à diverses demandes de renseignements au sujet des crédits du ministère de la Production et de la Défense chaque année, il a été prouvé, en consultant les données statistiques, qu'on n'a rien fait dans ce sens.

M. McGrath: On l'a fait.

L'hon. M. Pickersgill: Je continue:

...en établissant des sociétés de la Couronne...

Comme l'a signalé hier soir mon honorable ami, les seules sociétés de la Couronne établies dans les provinces atlantiques, l'ont été avant qu'on formule cette promesse.

...en encourageant l'entreprise privée à s'établir dans la région...

Je suppose que c'est la tâche dont on s'attend que s'acquittera cet organisme. Mais qu'a-t-on fait ces cinq dernières années? Et pourquoi a-t-on négligé de s'y attaquer, après toutes ces promesses et le mandat obtenu qui permettait de les exécuter? Voilà ma question.

L'hon. M. Flemming: Nous avons fait beaucoup.

[L'hon. M. Pickersgill.]

L'hon. M. Pickersgill: Mais la véritable déception, la déception fondamentale, aura pour cause une autre promesse.

Un programme d'immobilisations, où l'aide fédérale servirait à des travaux d'équipement, pour faciliter les programmes provinciaux tendant à donner plus d'envergure à l'économie de base de la région.

Cette promesse est vieille de cinq ans. Dans quelques mois, six ans se seront écoulés depuis qu'on l'a fait et rien n'a été entrepris dans ce sens. Quand nous avons pris connaissance du discours du trône prononcé en septembre, nous avons pensé qu'on accomplirait au moins cela. Mais, voici qu'on nous présente un projet de loi qui ne propose aucune dépense, sauf le traitement princier de \$3,000 pour le président de l'organisme et quelques fonds devant être affectés plus tard par le Parlement afin de permettre à l'Office de procéder à certains travaux de recherches.

C'est précisément pourquoi je maintiens que le bill occasionnera des déceptions. Je vais proposer, en quelques mots, ce que l'Office devrait entreprendre. Je regrette, je le répète, qu'il ne puisse faire plus qu'étudier ces problèmes, mais je vais recommander deux ou trois questions pour qu'il les étudie. Tout d'abord, ...

M. McGrath: L'Office devrait étudier le député.

L'hon. M. Pickersgill: Je doute que cela lui rapporte grand-chose.

La modernisation de la plus vieille industrie du Canada, la pêche—les députés vont peut-être penser que je suis quelque peu partial en l'occurrence—devrait occuper la première place sur la liste des priorités. Aucune autre industrie n'a autant besoin d'un programme semblable à celui que le gouvernement cherche à réaliser pour l'agriculture, aux termes de la loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles...

M. McGrath: Le député me permet-il une question?

L'hon. M. Pickersgill: Oui.

M. McGrath: Le député doit certes savoir que le premier ministre de Terre-Neuve détient la solution aux problèmes de l'industrie halieutique, dans son grand manifeste sur la pêche qu'il a annoncé avant les dernières élections provinciales et qui, soit dit en passant, est tombé à plat.

L'hon. M. Pickersgill: Le député dit que le grand manifeste sur l'industrie de la pêche est tombé à plat. Il est évident que le député n'était pas sur les lieux au cours de cette campagne électorale provinciale car le chef